

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Recherche-action et changement social : une expérience de collaboration entre des chercheurs et des militants retraités An example of collaboration between researchers and old-age pensioners Una experiencia de colaboración entre investigadores y jubilados militantes

M. Ivanovic and Myriam Sommer

Number 5 (45), Spring 1981

La recherche-action : enjeux et pratiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034887ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034887ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ivanovic, M. & Sommer, M. (1981). Recherche-action et changement social : une expérience de collaboration entre des chercheurs et des militants retraités. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (5), 131–140. <https://doi.org/10.7202/1034887ar>

Article abstract

A group of researchers undertook a research-action project with a group of former union activists now in retirement. During the course of this project, this group, composed of members of different political and union affiliations, was able to get together and force their former union organizations to adopt new policies concerning the defense of old-age pensioners.

The researchers and pensioners then turned to putting pressure on the government organizations involved. The article describes the evolution of the group and deals with strategic and methodological problems that were encountered.

Recherche-action et changement social : une expérience de collaboration entre des chercheurs et des militants retraités

M. Ivanovic, M. Sommer

Un groupe composé de retraités militants de diverses organisations du mouvement ouvrier et de chercheurs de l'Université de Liège s'efforce, depuis bientôt trois ans, de définir et mettre en oeuvre les voies d'action susceptibles d'améliorer la situation des retraités des milieux populaires.

Nous insisterons dans les pages suivantes plus particulièrement sur les éléments qui ont favorisé la liaison progressive entre l'analyse du changement à promouvoir et l'action proprement dite en vue de ce changement.

À l'origine de ce travail : un projet de recherche-action sur la préparation à la retraite.

Élaboré par O. Kutý, professeur de sociologie à l'Université de Liège, ce projet est négocié dans le cadre de la seconde phase d'un programme national de recherches en sciences sociales, financé par l'État, et fait suite à une première étude relative aux retraités des milieux populaires¹.

Pourquoi une recherche-action ?

La recherche-action est une démarche fort peu développée en Belgique et son adoption dans le cadre de ce projet résulte pour une grande part de la « demande » et des orientations générales du Programme national de recherches dans lequel il s'inscrit.

Un des objectifs importants de ce programme est de promouvoir la recherche en sciences sociales susceptible d'éclairer la prise de décision et de remédier aux lacunes et biais des formes traditionnelles de politique sociale.

Au cours de la première phase du programme (1975-1978), cet objectif se traduit notamment par l'importance accordée à l'élaboration par les chercheurs de « solutions » aux problèmes étudiés et à la transmission de leurs résultats aux utilisateurs potentiels (organisations, services publics concernés, etc.). L'intérêt pour la recherche-action proprement dite se manifeste surtout lors de la mise en oeuvre de la seconde phase du programme (1978-1981), et détermine alors l'orientation de plusieurs équipes universitaires vers ce nouveau type de recherche que le commanditaire définit en termes « d'expérimentation sociale basée sur une participation de la population concernée et qui s'efforce de développer la solidarité entre participants, leurs capacités d'auto-détermination et l'information des groupes concernés. Cette expérimentation sociale tend en outre à la solution de problèmes socio-économiques. »

Les objectifs de la préparation à la retraite.

Le projet de préparation à la retraite envisagé ici s'inscrit dans une approche de la vieillesse qui met l'accent sur l'hétérogénéité de la population âgée et entend s'adresser en priorité aux retraités des milieux populaires.

Ce choix reflète la continuité du projet par rapport à la première recherche effectuée. Il s'explique surtout par l'acuité des problèmes liés à l'élévation en âge dans ces catégories de population : vieillissement physique et social plus rapide que dans les milieux favorisés, faiblesse des ressources économiques, sociales et culturelles, sont autant de facteurs qui, liés aux conditions caractérisant l'ensemble du cycle de vie, déterminent une situation de retraite souvent dominée par l'inactivité, le repli sur la maladie et l'isolement².

Dans ce contexte, l'objet de cette recherche-action se précise : il s'agit de définir, dans le cadre de la préparation à la retraite, les moyens d'infléchir, dans la mesure du possible, les processus sociaux conduisant aux situations décrites précédemment.

Contrairement à d'autres expériences de préparation à la retraite, qui visent surtout un changement sur le plan individuel (information et non formation en vue d'une modification d'attitude et de comportement), le projet envisagé ici met l'accent sur la dimension collective des problèmes considérés : il vise, non l'adaptation de l'individu à la situation de retraite, mais la formulation de projets collectifs d'actions, seuls susceptibles de modifier cette situation pour la rendre plus satisfaisante.

Une stratégie « en palier »

Les options décrites précédemment se traduisent dans un plan de recherche qui prévoit deux étapes essentielles.

La première étape vise l'élaboration, dans le cadre de groupes restreints de retraités et de pré-retraités militants d'organisations représentatives du mouvement ouvrier, d'un premier bilan des problèmes posés par la retraite dans les classes populaires et des voies d'actions possibles en matière de préparation à la retraite.

La seconde étape consiste à tester l'adéquation des projets ainsi conçus auprès d'une population constituée, cette fois, de retraités non militants et de travailleurs en fin de carrière.

Mise sur pied et fonctionnement des groupes de militants.

Ainsi que le prévoyait le plan de travail exposé ci-dessus, des groupes de 10 à 15 militants ont été

constitués avec l'aide d'organisations (syndicats, mouvements d'éducation permanente, mouvements féminins) représentatives des deux grandes tendances du mouvement ouvrier en Belgique (deux groupes de tendance socialiste et deux groupes d'obédience chrétienne).

Conditions de participation des militants.

Si le projet présenté aux militants a suscité un certain intérêt, certaines conditions de participation, revendiquées surtout par les militants les plus engagés, ont été négociées avec les chercheurs.

Il s'agit par exemple de la nécessité de prendre en considération toutes les données du problème : les chercheurs n'ont pas le monopole de la délimitation de l'objet de la recherche et du découpage de la réalité à analyser.

Une autre condition souvent réclamée par les militants est la priorité à accorder aux organisations en ce qui concerne l'action : il faut que les résultats de la recherche puissent servir l'action dans le cadre des organisations.

Le déroulement des réunions

Dans un premier temps, les réunions avec les militants ont été essentiellement consacrées à la discussion des expériences et des témoignages des participants.

Les chercheurs se sont, quant à eux, employés surtout à stimuler l'expression et à clarifier les positions de chacun.

Si, à ce stade, le rôle des chercheurs a surtout consisté à « se mettre à l'écoute » des groupes, il serait erroné de penser que cette « écoute » est neutre et passive. En effet, les chercheurs ont leur propre connaissance des réalités discutées, connaissance acquise notamment par le biais de recherches sociologiques. C'est donc en fonction de ce cadre de référence particulier, qu'ils interprètent la discussion, soulignent les discours qui leur paraissent significatifs et rédigent les rapports de réunions, rapports qui sont ensuite rediscutés par le groupe.

Ce qui précède illustre bien la méthode de travail qui a dominé l'ensemble de cette recherche-action et qui repose sur la confrontation des différents savoirs et positions intervenant dans le processus de recherche.

Le choix des groupes et l'objet de la recherche

La demande adressée aux organisations lors de la constitution des groupes mettait l'accent sur des critères de sélection des militants (statut professionnel antérieur, âge, sexe, etc.) susceptibles d'assurer aux groupes une certaine proximité sociale avec les catégories sociales visées par la recherche.

Néanmoins, la sélection a été opérée par les organisations, non par les chercheurs, et le respect des critères préconisés par ceux-ci s'est révélé fort variable.

Ainsi, à côté des « militants de base » prévus par les chercheurs, les groupes comptaient également des militants qui avaient occupé ou occupaient encore des postes de responsabilité à l'intérieur des organisations (ancien permanent, président de comité de pensionnés, etc.). Par ailleurs, dans certains groupes, les situations sociales représentées apparaissaient comme insuffisamment diversifiées (composition nettement masculine) dominance d'un statut professionnel particulier (etc.).

Enfin, l'homogénéité du point de vue des tendances politiques et des appartenances organisationnelles constituait une autre limite non négligeable aux possibilités d'analyse de la réalité considérée (difficultés par exemple de dépasser les positions idéologiques et ordres de priorité préexistants).

L'évolution ultérieure des groupes a néanmoins favorisé certains « réajustements » et pallié, dans une certaine mesure, aux lacunes et biais évoqués ci-dessus.

L'évolution du groupe

Que s'est-il passé, qu'est-ce qui a été modifié au cours de ces années de collaboration ?

L'histoire de notre recherche-action pourrait se résumer ainsi : des militants retraités, des travailleurs âgés et des chercheurs induisent une dynamique de changement social : ils passent de la réflexion en groupes restreints à la mise en place d'une stratégie dont le développement pourrait entraîner des modifications dans les conditions de vie des retraités et des travailleurs âgés.

La fusion des groupes

Après quelques mois, des séances de rencontre sont organisées à la demande de certains militants. Ces rencontres ont permis une diversification des points de vue et une multiplication des aspects pris en considération. Elles ont débouché sur la décision de réaliser un document de synthèse commun.

On peut dire de ce document qu'il est à la fois très général dans ses énoncés, tout en se voulant pragmatique. Si on le compare aux perspectives théoriques qui étaient celles des chercheurs au départ, il y a certes de grandes similitudes, tant en ce qui concerne les problèmes relevés et la conception de la préparation à la retraite. Cependant, dans ce texte, les militants ont fixé un ordre de priorité dans les problèmes ; ainsi, le problème des revenus et celui du droit d'expression des retraités à tous les niveaux sont estimés prioritaires. Les militants fournissent certains éléments de stratégie indispensables à la mise en place d'une préparation à la retraite : unité avec les actifs, sensibilisation de l'opinion.

Ils émettent également certaines revendications qui doivent accompagner la préparation à la retraite comme, par exemple, l'aménagement des conditions de travail en fin de carrière. Autre élément important : les militants se prononcent pour une préparation à la retraite en groupe pluraliste. Ils font également des suggestions en ce qui concerne les sources de financement de la préparation à la retraite.

Une fois le bilan commun réalisé nous assistons à une période de flottement dans les groupes. Des réunions communes alternent avec des séances séparées.

Certains militants souhaitent continuer le travail avec l'Université et cherchent des appuis à l'intérieur de leur organisation, d'autres estiment que la collaboration doit prendre fin, qu'il convient de faire fructifier le travail dans les syndicats ou les mouvements d'éducation permanente. Ceux-ci restent les lieux privilégiés, voire exclusifs, pour tout ce qui concerne l'action.

Durant cette période, le problème de la spécificité du groupe par rapport aux organisations est à l'ordre du jour de toutes les réunions, de même d'ailleurs que les difficultés que chacun éprouve pour y mener un combat en vue de changer les conditions de vie des pensionnés. Il est clair que la perspective de la formation d'un groupe pluraliste, perspective

de plus en plus envisagée par les militants, modifie radicalement les données du problème.

En effet, un tel groupe apparaît comme plus représentatif de l'ensemble du mouvement ouvrier, et donc plus susceptible d'éveiller l'intérêt des responsables et la confiance des retraités. La fusion des groupes chrétiens et socialistes constitue donc un *changement qualitatif*.

La journée de sensibilisation du 27 octobre 1979.

Le 27 octobre, nous réalisons à l'université de Liège, avec les différentes organisations ayant accepté de collaborer d'une manière ou d'une autre à l'expérience, une journée sur le thème de la préparation à la retraite et sur la situation actuelle des retraités. Pour les militants, ces deux aspects ne peuvent désormais plus être dissociés.

Les objectifs de cette journée sont définis par le groupe pluraliste et acceptés après discussion par les responsables des différents mouvements. Il s'agit de sensibiliser différents publics : des pensionnés, des syndicalistes et les responsables des organisations, par la présentation et la discussion du document de synthèse.

Les militants souhaitent que les responsables syndicaux ouvrent et clôturent la séance et que l'équipe de l'Université soit le porte-parole du groupe. Ils peuvent ainsi intervenir librement de la salle et interpellier le public et les responsables.

Les discussions précédant cette journée sont l'occasion pour le groupe de préciser son point de vue, de le confronter aux points de vue extérieurs. Elle va offrir aux chercheurs l'occasion de prouver le respect des engagements pris, notamment en répondant aux critiques qui sont formulées par des personnes ou des autorités extérieures au groupe ; ainsi, l'orientation revendicative du travail est critiquée par ceux qui estiment que la préparation à la retraite n'a rien à voir avec les problèmes matériels des retraités. La volonté du groupe de se constituer en groupe de pression est également contestée par ceux qui estiment qu'il convient de sensibiliser d'abord ceux qui prennent des décisions et de s'adresser ultérieurement à la base.

Cette journée, qui voit réunis à l'Université 250 personnes, permet au groupe de nouer de nombreux contacts.

Les militants estiment néanmoins que cette journée n'est qu'une demi-victoire.

En effet, les responsables syndicaux présidant cette journée ont affirmé publiquement qu'ils légitimaient le travail du groupe et ses projets (les expériences dans une usine et un quartier sont annoncées) ; et le rôle de relais des organisations syndicales est officialisé : elles se chargent de la diffusion du dossier réalisé après cette journée. Dans le discours de clôture, les responsables invitent le groupe à engager plus à fond les syndicats dans le travail³.

Mais d'autre part, peu d'actifs ont participé à cette journée et cette absence est durement ressentie. La rupture entre actifs et pensionnés est très grande, même chez les militants et la bonne volonté de quelques responsables sensibilisés au problème ne suffit pas à modifier la situation.

Cet échec relatif, mais aussi l'entente régnant dans le groupe, les expériences et les projets d'actions concrets que nous envisageons, vont renforcer la volonté de continuer le travail en groupe et orienter plus nettement notre démarche en direction des actifs et des organisations syndicales⁴. Aux yeux des militants, sans l'appui de ces dernières, parler de préparation à la retraite n'a pas de sens. Les militants vont également mettre l'accent sur la nécessité pour le groupe de « mobiliser » les pensionnés qui, affirment-ils alors, restent malgré tout des électeurs.

De l'animation à la création des sous-groupes de travail

La période qui suit la journée du 27 octobre est d'abord caractérisée par la participation des militants du groupe à une série d'animations dans des écoles, quartiers, sections syndicales, cours de formation d'assistantes sociales, ainsi qu'à l'une ou l'autre émission de radio et de TV. Cette participation nous est proposée, étant donné le caractère public pris par le groupe et le fait qu'il dispose d'outils d'animation (un document de synthèse — un puis deux vidéogrammes), mais aussi parce que son expérience apparaît comme quelque chose d'original.

Au cours de ces animations et des réunions qui leur succèdent, différents thèmes sont discutés comme par exemple : comment lier concrètement dans une expérience le problème des conditions de vie des âgés et de la préparation à la retraite ? Comment intéresser à la fois les pensionnés et les pré-

pensionnés ? Pourquoi ont-ils des réactions, des intérêts différents ?

De l'évaluation de la journée de sensibilisation et des différentes animations réalisées se dégagent peu à peu des perspectives de travail qui vont se traduire par la constitution de trois sous-groupes.

Le sous-groupe « entreprise » :

Sur base des principes dégagés dans le groupe, un cycle d'information et de formation sur les problèmes de la retraite et de sa préparation est mis sur pied dans une usine de la région. Plusieurs séances réunissent, durant les heures de travail, une vingtaine de travailleurs et leurs conjoints. Les thèmes abordés sous forme d'animation (avec recours notamment à des vidéogrammes) sont nombreux : revenus-santé-conditions de travail-loisirs...

L'équipe d'animation est composée de retraités et des chercheurs mais, pour certains aspects, il est fait appel à des personnes extérieures (médecins, délégués syndicaux).

L'objectif est double, il s'agit à la fois de permettre aux travailleurs(ses) de se faire une idée plus réaliste de ce que signifie le passage de la vie active à la retraite mais aussi de rechercher ensemble les moyens, tant individuels que collectifs, de surmonter les problèmes qui risquent de se poser.

Ce cycle a été soutenu par la délégation syndicale de l'usine et accepté par la direction à titre d'expérience.

Le sous-groupe est également chargé d'assurer la liaison avec les syndicats et d'envisager, notamment, la formation de délégués aux problèmes de la retraite et de la préparation à la retraite.

Le sous-groupe « quartier » :

La réalisation de cycles de préparation à la retraite dans le milieu de vie des pensionnés, c'est-à-dire le quartier, pose des problèmes particuliers. Contrairement à l'entreprise, sur le plan communal, nous avons affaire à un milieu socialement hétérogène et nous ne disposons pas des mêmes structures relais, puisqu'en Belgique les organisations syndicales ne sont pas structurées sur le plan des quartiers.

Le sous-groupe de réforme des régimes de pensions :

Sa tâche principale est la réalisation d'un projet de réforme des régimes de pension. Le problème

principal pour les pensionnés plus âgés étant le problème financier, des militants ont voulu élaborer des propositions à ce niveau.

Rappelons qu'il y a en Belgique quelques 240 régimes de pensions et que les écarts entre les revenus sont plus grands encore que pendant la vie active.

La particularité du projet tient surtout à la composition du groupe, qui rassemble des pensionnés et des pré-pensionnés des différentes tendances du monde du travail et des différents secteurs professionnels. Cette diversité permet, d'une part, de prendre conscience de la multiplicité des situations et d'en tenir compte lors de l'élaboration des revendications. D'autre part, elle renforce l'unité nécessaire pour mener à bien la réalisation des objectifs fixés.

Bilan et sens des transformations du groupe.

1°) Progressivement, les groupes se sont transformés en un groupe pluraliste, agissant comme groupe de pression vis-à-vis des syndicats et se sentant d'autant plus apte à exercer ce rôle qu'il représente à la fois le monde chrétien et le monde socialiste.

2°) Ce groupe n'est plus seulement groupe d'analyse mais également groupe d'action et de revendication. Il se dote d'une capacité d'intervention, d'interpellation. Ainsi il devient capable de produire des effets à un niveau structurel et d'interpeller les pouvoirs publics. (Récemment le groupe a été reçu par le ministre des Pensions).

Nous pensons que c'est en se donnant des outils, des capacités d'intervention, c'est en se confrontant et en s'ouvrant vers l'extérieur qu'un groupe devient capable d'élaborer des projets concrets dépassant le simple diagnostic et les propositions générales.

3°) Quatre éléments ont joué un rôle important dans l'évolution du groupe :

- a) La composition du groupe, la pluralité des situations et des capacités qui y sont représentées.
- b) Le lien que les militants entretiennent avec le mouvement ouvrier organisé, lien que la participation au groupe renforce, encourage.
- c) La capacité du groupe à négocier, réaliser des alliances.
- d) Enfin, le cadre institutionnel constitué par l'Université et, plus précisément, la Commission interministérielle de politique scientifique (C.I.P.S.)

dont dépendent les chercheurs. Ce cadre peut être aussi, comme on le verra, producteur de normes qui ne sont pas favorables à une action transformatrice ; néanmoins, pour reprendre l'expression des retraités : « L'Université », cela ouvre des portes.

4°) Du point de vue de la composition sociale du groupe, les transformations successives vont entraîner les départs de ceux et de celles qui ne souhaitent pas s'engager dans l'action (par exemple des épouses, des militants isolés), mais aussi de ceux et de celles qui sont opposés à la rencontre des chrétiens et des socialistes. Par ailleurs, l'évolution du groupe entraîne également l'adhésion de militants connus pour leur engagement par rapport aux problèmes traités, ou encore le retour de responsables qui s'étaient volontairement tenus à l'écart durant la phase de réflexion. Dans un premier temps, le groupe voit augmenter le nombre des anciens responsables.

Cependant, la multiplication et la diversification des pratiques permettent une meilleure intégration des simples militants.

Le groupe attire à lui de nouveaux adhérents, et sa sphère d'influence s'élargit à divers sympathisants : responsables, délégués syndicaux, médecins, assistants sociaux, mais aussi travailleurs âgés et pensionnés que nous rencontrons au cours des différentes animations.

5°) Initialement, les groupes ont été formés en vue d'une expérience scientifique. Cependant, les chercheurs n'avaient pas, comme on l'a vu, le monopole du contrôle des critères de sélection des militants.

Avec l'évolution de l'action, le groupe ressemble de moins en moins à un groupe expérimental. À l'échelle locale, il réunit ou influence, d'une façon ou d'une autre, un nombre non négligeable de militants retraités ou de travailleurs âgés. Ainsi, il n'est plus un groupe restreint et cette transformation augmente ses capacités d'action.

6°) Si l'action du groupe est maintenant susceptible de produire des effets, les réactions institutionnelles, organisationnelles, risquent aussi de se multiplier. Ainsi, par exemple, les résultats de ce travail peuvent être « récupérés » par certaines organisations ou mouvements ; de même, le caractère pluraliste et revendicatif du groupe peut être remis en question...

7°) Le terme groupe peut prêter à confusion. En fait, l'expérience structure des modes d'organisation et de fonctionnement multiples pour intégrer la diversité et la spécificité de chacun mais aussi pour répondre à la diversité et à la spécificité de chaque tâche. Ainsi, différents modes de fonctionnement coexistent : des groupes restreints, des assemblées, des équipes d'animation relativement stables pour les expériences de préparation à la retraite ou des équipes plus informelles pour les animations dans les clubs, les écoles, etc.

Les relations avec les sympathisants, les personnes ressources, mais aussi avec les organisations sont réfléchies et structurées. Ces différents modes de fonctionnement et d'organisation sont discutés par le groupe pilote qui prend toutes les décisions importantes pour l'action. Il se réunit régulièrement et intègre les informations relatives à l'ensemble de l'expérience.

Réflexions méthodologiques : les nécessités de la recherche et du changement social

Les difficultés

Pour améliorer les conditions de vie économiques et sociales des populations, des transformations profondes de la société sont nécessaires. La recherche-action peut jouer un rôle positif dans la résolution des problèmes des populations, mais il ne faut pas sous-estimer les limites et les difficultés qui découlent de la façon dont cette démarche est actuellement appliquée et du contexte dans lequel elle se situe. En effet, si la recherche-action doit tendre « à la solution de problèmes économiques et sociaux », le rôle des chercheurs n'est pas de mener le processus à terme, ni même d'induire un changement social mais plutôt de repérer, d'analyser, et de communiquer à un commanditaire les propositions des personnes concernées, propositions qui seront ou ne seront pas appliquées.

Certes, les définitions communément admises de la recherche-action insistent sur la nécessité d'auto-détermination des populations, mais la réalisation de cet objectif se trouve contrariée de multiples façons.

Ainsi, par exemple, le lieu de l'expérimentation et celui où s'élaborent les décisions concernant la

gestion des populations sont différents ; chercheurs et populations perdent le contrôle du processus. Par ailleurs, le chercheur doit prouver, vérifier des hypothèses, ce qui implique un contrôle des variables, d'où la construction de groupes artificiels, ou du moins le choix de travailler sur une échelle restreinte⁵.

Ce qui se modifie dans le courant d'une recherche-action est généralement limité : les modifications ne concernent qu'un petit nombre de personnes et elles ne portent pas sur les déterminants sociaux, mais sur les comportements, les attitudes des individus. Ainsi, il y a une contradiction entre les conditions de changement repérées par l'analyse et ce qui « bouge » réellement, pour utiliser l'expression d'Ardoïno⁶, dans le processus de recherche-action.

Pour résoudre ce décalage, certains chercheurs sont alors tentés de postuler la réalisation d'objectifs plus globaux, à partir de la généralisation ou de la multiplication d'expériences limitées, menées dans le domaine culturel.

C'est cette illusion qu'Ardoïno nomme l'illusion psycho-sociologique qui postule « un continuum entre le macro-social et le micro-social »⁷. C'est comme si, dans notre cas, nous pensions changer la situation de la retraite dans les milieux populaires à partir de la multiplication et de la généralisation de cycles de préparation à la retraite auprès des travailleurs en fin de carrière, alors que nous savons très bien que ce n'est pas une nouvelle étape de la vie qui commence au moment de la cessation des activités professionnelles, mais que la retraite n'est que l'aboutissement de tout un cycle de vie.

Si des données et des analyses scientifiques peuvent augmenter l'efficacité d'une pratique sociale, il n'existe aucun lien évident entre les impératifs de la connaissance scientifique et ceux de l'action.

L'articulation des aspects recherche et action, l'utilisation effective de résultats en vue de la résolution des problèmes socio-économiques des populations nécessitent un long processus. Cela est d'autant plus vrai que la distance sociale entre chercheurs et population dite problématique est grande. Or, le contrat qui lie le chercheur à la population est généralement un contrat à durée limitée, ce qui entraîne une efficacité réduite dans la résolution des problèmes socio-économiques. Ajoutons que le milieu ouvrier manifeste une certaine méfiance vis-à-

vis de l'expérimentation scientifique, de même d'ailleurs qu'il est, plus que d'autres milieux, sceptique à l'égard de toute forme de participation sociale.

Pour ne pas verser dans l'illusion psycho-sociologique et tenter de pallier les difficultés évoquées, les chercheurs ont voulu, dans le cadre de la présente expérience, impliquer les organisations syndicales. Ils ont également mis l'accent sur la nécessité d'évaluer sociologiquement les conditions d'application des projets élaborés. Mais si le sociologue peut toujours « s'en sortir » et évaluer, fût-ce l'échec d'une intervention, les populations souhaitent, quant à elles, une modification effective de leurs conditions d'existence.

Enfin, les recherches-action s'intègrent généralement dans des politiques sociales, qui tentent de renforcer à la fois la participation sociale des populations dites « problématiques » et leurs liens communautaires, grâce au concours d'agents extérieurs, experts en relations humaines.

Selon les critiques sociologiques, l'effet principal de ces politiques serait le plus souvent de normaliser, de contrôler les populations, sans modifier de façon conséquente leurs conditions sociales.

Comme dans le cas de nombreuses actions de développement communautaire il est plus ou moins implicitement supposé que les minorités sont « constituées d'inadaptés qu'il s'agit d'ajuster à une société qui n'est pas elle-même remise en cause⁸ ».

À ce sujet, on peut penser que la préparation à la retraite telle qu'elle fonctionne le plus généralement participe de ce type de « thérapie sociale ». En effet, bâtie sur un modèle scolaire où celui qui sait vient prodiguer des conseils à celui qui ne sait pas, elle apparaît comme une parenthèse, isolée des conditions réelles, de l'existence vécue par les âgés⁹.

La question posée par A. M. Guillemard prend ainsi tout son sens : « La préparation à la retraite : surmonter une crise ou normer des conduites ? »¹⁰.

Ceux qui se lancent dans la recherche-action devraient sans doute avoir toujours à l'esprit les propos tenus par A. Mury : « Depuis bien des années, les pauvres sont restés pauvres et les muets sont restés muets alors que le nombre de ceux qui se proposent pour leur rendre le service de parler à leur place n'a cessé d'augmenter »¹¹.

Les sociologues, peut-être surtout les sociologues français, ont jusqu'à présent montré peu d'enthousiasme pour la recherche-action et, plus généralement, pour toute forme d'intervention. C'est en tout cas ce que la rareté des ouvrages en la matière laisse supposer. Ils préféreraient sans doute être les observateurs critiques, les conseillers, plutôt que les intervenants.

Avec l'évolution de la situation économique et sociale, dans la plupart des pays européens, des chercheurs se donnent aujourd'hui pour mission d'intervenir sur le terrain.

L'approche sociologique des finalités des politiques sociales, entreprise par de nombreux auteurs, contribue sans doute à les rendre critiques par rapport à ce nouveau rôle.

Malheureusement, la faiblesse des moyens (contrat d'un an ou de deux ans, statut de chômeur remis au travail) limite fortement les possibilités de développement des expériences, la diffusion des résultats.

Les récents travaux de Touraine¹² et de son équipe tentent de pallier certaines lacunes et proposent une méthode sociologique de l'intervention. Celle-ci constitue un point de référence important.

Dans la période utilisée par A. Touraine et son équipe les chercheurs travaillent à partir de groupes restreints diversifiés, construits pour l'expérience. Ceux-ci sont composés d'une dizaine de militants engagés dans un mouvement social. Ces mouvements sont la trame de la société et l'un d'entre eux jouera le rôle central, mené antérieurement par le mouvement ouvrier.

La méthode d'intervention peut être définie comme un « ensemble de procédures pour accroître l'emprise des problèmes du mouvement sur la vie du groupe »¹³.

L'objectif n'est pas que les militants deviennent des sociologues, mais les acteurs d'une sociologie permanente, d'un va-et-vient entre l'action et l'analyse, afin d'élever le niveau des mouvements sociaux. L'objet de la recherche est l'histoire du groupe.

Le chercheur est solidaire du mouvement, mais il ne s'identifie pas au groupe ; il est médiateur entre le groupe et le mouvement social. Il est garant de l'analyse. Celle-ci fera apparaître l'enjeu d'un conflit

pour le contrôle de l'« historicité ». Après « conversion » en groupe analyste, le groupe effectue avec le sociologue une auto-analyse dont le principe est le suivant : « un groupe d'acteurs, placé devant sa propre action par des confrontations avec des interlocuteurs et par la remémoration de ses opinions et de ses comportements pendant l'intervention entreprend son analyse avec le désir de faire progresser son activité militante »¹⁴.

Cette méthode nouvelle sous-tendue par un projet politique affirme son caractère scientifique à partir de critères de la recherche classique. Ainsi, les chercheurs sont extérieurs au groupe et possèdent des capacités nettement spécifiques. Ils créent une situation expérimentale, une espèce de laboratoire des mouvements sociaux. Les lieux de l'action et celui de l'analyse sont entièrement séparés. Cependant, contrairement aux situations de la recherche classique, les militants peuvent s'approprier directement les résultats de l'analyse et se forment à la sociologie permanente.

Malgré des similitudes évidentes (travail avec des groupes militants, rôle médiateur joué par le chercheur, importance prise par les confrontations, pour développer les capacités d'analyse, etc.), notre démarche est assez éloignée de celle de Touraine, car, si cette méthode offre de nombreux avantages et garanties, elle suscite néanmoins certaines questions.

En effet, l'intervention sociologique impose un type de logique scientifique : celle-ci peut être perçue positivement par des militants ayant reçu une formation intellectuelle proche de celle des chercheurs, mais on peut se demander dans quelle mesure cette méthode peut, sans transformation, être appliquée à une population socialement et culturellement démunie. Dans la négative, l'analyse n'est-elle pas biaisée.

La recherche-action introduit des éléments de rupture par rapport aux pratiques habituelles des intéressés : dans notre cas, présence des chercheurs, construction de groupes restreints diversifiés, analyse systématique et confrontation des points de vue, etc. Cependant, la situation expérimentale doit être directement utile à l'action, suffisamment souple pour s'adapter aux caractéristiques des populations et permettre l'expression de toutes les parties intéressées.

En ce qui nous concerne, le changement de mé-

thode opéré après la première recherche a d'abord entraîné un glissement de population, une certaine sélection sociale des participants. Si nous nous étions limités à la phase d'analyse en groupe restreint, tout porte à croire que cela aurait entraîné une sélection plus nette encore.

Cependant, les questions de la composition du groupe (taille, caractéristiques des participants), du type d'activité menée, ont été au centre de nombreuses discussions entre retraités et chercheurs, et cela, pour aboutir à un mode d'articulation propre à l'expérience et qui tente d'intégrer à la fois « les préoccupations des sciences sociales et celles des populations » (Rapoport), tout en reconnaissant les contradictions possibles et l'existence de modalités d'expression différentes.

Certains aspects imprimés au travail du groupe (sensibilisation de l'opinion par des articles de journaux, confection d'un projet de réforme des régimes de pension, animation dans des clubs de retraités, participation à des cycles de formation syndicale, etc.) découlent de la prise de conscience critique des militants âgés.

Les chercheurs, qui ne se confondent pas avec les militants, ne restent pas « extérieurs » à ces différentes pratiques et participent à l'élaboration de documents outils nécessaires à l'animation et à la formation, car une population marginalisée, exclue, exigera un engagement de la part des intellectuels, et l'utilité de l'expérience devra être vérifiée. Dans notre cas, l'expérience permet l'élaboration de différents documents, mais surtout elle amplifie le pouvoir des militants par rapport à leurs organisations. Ces militants sont porteurs des projets élaborés dans l'expérience et veulent conserver un contrôle sur le processus engagé.

Quels que soient les documents ou tâches, l'objectif poursuivi par les chercheurs est toujours d'aider le groupe à dépasser le discours idéologique en se référant à l'analyse de la réalité.

Mais les modalités de participation et le rôle des chercheurs s'adaptent aux différentes pratiques. Ainsi, en ce qui concerne le document de réforme des régimes des pensions, les militants, qui connaissent bien le problème, ont pris l'initiative de la rédaction, alors que jusqu'à cette date c'était les chercheurs qui avaient rédigé les rapports de réunions du groupe¹⁵ ; par contre, dans les expériences à l'usine et dans les quartiers, les militants ont joué un rôle

d'animateur et ont ainsi constitué un relais entre la population et les chercheurs.

Conclusion

La multiplication et la diversification des expériences du groupe augmentent les capacités d'analyse et d'évaluation des chercheurs et des militants, alors même que ces derniers développent l'action collective dans leurs organisations.

Certes, pour vérifier la pertinence de certaines hypothèses, les chercheurs recueillent également des données à partir de méthodes techniques appropriées, mais cette entreprise est liée au processus de recherche-action.

Ainsi, la recherche et l'intégration de données sur la situation actuelle des retraités et des travailleurs âgés ont précédé et jalonné tout le processus¹⁶.

mais, si l'on veut conférer une efficacité durable à l'action entreprise, il conviendrait maintenant d'analyser les effets produits dans les organisations, les possibilités et les conditions de changement à un niveau structurel.

Car, si cette expérience donne des résultats intéressants, il ne faut pas perdre de vue qu'à l'heure actuelle, les pensionnés connaissent une baisse continue de leur niveau de vie, qu'un nombre de plus en plus important de travailleurs âgés perdent leur emploi, subissent un processus de déqualification et de marginalisation. Le principal reste donc à faire.

M. Ivanovic
Myriam Sommer

NOTES :

¹ M. Ivanovic et O. Kutry : *Représentations de la santé-maladie chez les retraités des milieux populaires*. Programme national de recherches en sciences sociales, Services du premier ministre - 1978.

² Cfr les travaux réalisés à ce sujet par A. M. Guille-mard (France) et notamment *La retraite, une mort sociale*, Paris, Mouton, 1962 et *Retraite et échange social*, Paris, Mouton, 1962 ainsi que *Tentative d'explication des systèmes de relation sociale en situation de retraite*, Centre d'étude des mouvements sociaux, Paris, 1974.

³ Voici ce qu'ils déclarent : « Les organisateurs de ce colloque ont eu raison d'y impliquer les organisations syndicales. C'est au fond le moyen le plus efficace d'obliger celles-ci à prendre en charge les revendications que vous avez exprimées et d'aller jusqu'au bout du processus dans lequel nous nous sommes engagés. La pire des choses serait que nous nous soyons vus ce matin en présence des responsables syndicaux et puis qu'après cette séance, chacun retourne chez soi avec la conscience plus ou moins à l'aise mais sans la volonté d'aller plus loin dans l'action concrète. »

in, *La retraite et sa préparation*, Université de Liège, Service de sociologie du professeur O. Kutý, page 36.

⁴ Avec les résultats signalés plus haut.

⁵ Cfr Les critères repérés par Dubost et Ludemman : pour ces deux auteurs, les cinq critères constitutifs de ce type de démarche sont les suivants : il s'agit d'une expérience :

1. s'inscrivant dans le monde réel et non celui de la pensée et dont les actes prennent pour les sujets un caractère irréversible ;
2. engagée sur une échelle restreinte ;
3. qui prend l'allure d'une action délibérée en vue de changement social ;
4. qui est conçue pour permettre d'en dégager des enseignements susceptibles de généralisation ;
5. dans laquelle il y a acceptation de certaines règles permettant observations, traces, évolutions...

Dubost et Ludemman : Un nouveau courant de la recherche-action en Allemagne (RFA) *Connexions*, numéro 21, 1977.

⁶ Ardoïno et al, *L'intervention institutionnelle*, Paris, Petite Bibliothèque, Payot, 1980.

⁷ Ardoïno : *Op. cit.*, p. 44.

⁸ J. F. Médard, *Communauté locale et organisation communautaire aux U.S.A.*, Paris Éd. Armand Colin, 1969, p. 160.

⁹ Cfr *La préparation à la retraite*, Université de Liège, Service de sociologie du professeur Kutý.

¹⁰ A. M. Guillemard, « La préparation à la retraite : surmonter une crise ou normer les conduites », *Gérontologie*, mars 1977, p. 23-30.

¹¹ A. Mury, « Remarques d'un sociologue à propos du Service social », *Connexions*, numéro 14, 1975.

¹² A. Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Éd. du Seuil, 1978.

¹³ A. Touraine, *op. cit.*, p. 268.

¹⁴ *Op. cit.*, p. 211.

¹⁵ De même, ce sont les chercheurs qui animent les réunions du groupe.

¹⁶ À partir notamment des enseignements des premières recherches, ou de l'étude sur les travailleurs âgés réalisée par F. Kinet et I. Jacquet, sous la direction du professeur Kutý.